

## Israël interdit l'appel à la prière musulmane

### Description

*Ben Gvir empêche les mosquées de diffuser l'Adhan, sous prétexte que cela « dérange » des résidents juifs.*



*Itamar Ben Gvir est photographié lors d'une prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa, entouré par des Israéliens de l'extrême droite (Autorité du Mont du Temple).*

**Par Middle East Eye, le 2 décembre 2024**

Dimanche, le ministre israélien de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a ordonné à la police d'interdire aux mosquées de diffuser l'Adhan (l'appel islamique à la prière) déclarant que cela « perturbe » des résidents juifs.

Il a demandé aux autorités de confisquer les haut-parleurs et d'infliger des amendes aux mosquées qui diffusent l'appel, qui ne dure qu'environ deux minutes.

M. Ben Gvir a expliqué que cette mesure est nécessaire pour lutter contre des « bruits déraisonnables » et l'anarchie.

Dans un entretien avec Channel 12, M. Ben Gvir s'est dit « fier » de mettre en œuvre une politique visant à « mettre fin aux bruits déraisonnables provenant des mosquées et d'autres sources, qui sont devenus un danger pour les résidents d'Israël ».

« Lors de nos échanges, il a été constaté que la plupart des pays occidentaux, et même certains pays arabes, limitent le bruit et disposent de nombreuses lois à ce sujet. Seul Israël n'ignore ce problème », a déclaré le bureau de M. Ben Gvir dans un communiqué.

Ben Gvir a également qualifié l'Adhan de « danger » pour les Israéliens à proximité sur X. Les citoyens palestiniens d'Israël, quant à eux, considèrent cette interdiction comme une attaque provocatrice contre leurs droits communautaires et religieux.

Ahmad Tibi, député et chef du parti Taal, a condamné la décision.

« Ben Gvir souhaite mettre le feu au site pour des raisons religieuses », déclare-t-il au Parlement. « Dans le passé, il y a eu des tentatives pour faire passer une loi contre les appels à la prière dans des villes mixtes. Notre position sur cette affaire, dans le secteur arabe, est de refuser

lâ??entrÃ©e de la police. Lâ??Adhan continuera parce que lâ??islam continuera Â».

M. Tibi a ensuite accusÃ© le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu dâ??Ãªtre derriÃ¨re les actions de M. Ben Gvir : Â« Câ??est lui le chef, et il est responsable de cette affaire et des consÃ©quences difficiles qui pourraient se produire si cette affaire se concrÃ©tisait Â».

Des dÃ©fenseurs des droits de lâ??homme et des maires palestiniens dÃ©noncent cette interdiction comme une nouvelle mesure discriminatoire de la part du gouvernement israÃ©lien.

## Â« ContrÃ©le de lâ??espace public Â»

Khaled Zabarqa, avocat et militant des droits de lâ??homme, explique Ã Middle East Eye que lâ??action de Ben Gvir ne se limite pas Ã une simple provocation.

Â« Le qualifier dâ??acte de provocation diminue la gravitÃ© de la situation Â», dÃ©clare-t-il. Â« Cela donne lâ??impression que le problÃ¨me ne concerne que Ben Gvir, comme si son retrait allait rÃ©soudre lâ??ensemble du problÃ¨me Â».

Pour Zabarqa, cette affaire est liÃ©e au Â« concept de la judÃ©itÃ© de lâ??Ã©tat Â» du gouvernement israÃ©lien, et Ã ces implications.

Â« Lâ??une de ces implications est le contrÃ©le de lâ??espace public Â», ajoute-il.

Â« Aujourdâ??hui, lâ??espace public est chargÃ© de divers symboles religieux et nationaux. Un de ces symboles religieux, leur rappelant cinq fois par jour, câ??est lâ??adhan, qui signifie la prÃ©sence dâ??un autre peuple ici. VoilÃ ce quâ??ils ne veulent pas Â».

Ben Gvir sâ??est toujours opposÃ© Ã lâ??appel islamique Ã la priÃ¨re. En 2013, bien avant sa prise de fonction, M. Ben Gvir et un groupe de militants dâ??extrÃªme droite ont provoquÃ© les rÃ©sidents du quartier de Ramat Aviv Ã Tel-Aviv en diffusant lâ??Adhan dans des haut-parleurs.

Cette initiative, selon eux, servait Ã souligner comment les autres communautÃ©s dâ??IsraÃ©l sont Â« perturbÃ©es Â» par lâ??appel Ã la priÃ¨re.

Des tentatives pour restreindre lâ??Adhan ont Ã©galement fait surface au parlement israÃ©lien, la Knesset.

En 2017, le Â« projet de loi sur les muezzins Â», qui visait Ã limiter lâ??utilisation des haut-parleurs pour des raisons religieuses, a passÃ© un premier vote, mais nâ??a finalement pas abouti.

Source : [Middle East Eye](#)

Traduction : SP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

**date crÃ©Ã©e**  
2024/12/02